

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPÉRATION 4.3.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014 - 2020**

**SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES : RÉALISATION D'ÉCONOMIES
D'EAU ET SUBSTITUTION DES PRÉLÈVEMENTS EXISTANTS**

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

**Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.**

OÙ FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	RÉGION OCCITANIE 201 AVENUE DE LA POMPIGNANE 34 064 MONTPELLIER CEDEX 2 ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DE L'AGENCE DE L'EAU ET DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE :
Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe :

mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET :

N° PACAGE :

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE :

(préciser)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile

Date de création de l'entreprise :

Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe

mobile

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR - POUR LES BÉNÉFICIAIRES À TITRE INDIVIDUEL UNIQUEMENT

Civilité Nom et prénom des associés Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire DJA (**)		Si installé depuis moins de 5 sans DJA (***)	Si en cours d'installation
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION - POUR LES BÉNÉFICIAIRES À TITRE INDIVIDUEL UNIQUEMENT

1. **Localisation du siège de l'exploitation :** Identique à l'adresse postale du demandeur

Sinon, précisez l'adresse :

Code postal : Commune :

2. Informations Générales

Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU en ha : ha

L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement

non

3. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

Zone à handicap naturel : défavorisée simple ou piémont

montagne ou haute montagne

non

Si votre exploitation est concernée par une zone à handicap naturel,

précisez la part des fourrages irrigués dans le cadre du projet (en % de surface irriguée) :

Zonage Démarche Territoriale, validée par une Agence de l'Eau : oui non

Si oui, nom de la démarche :

8. Démarches collectives

Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisations de producteurs ? oui non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP :

9. Situation économique de l'exploitation

	Valeur en euros de l'année précédente (dernier exercice clos) année à préciser :
Fonds propres de l'exploitation (1)	<input type="text"/>

(1) en cas d'installation ou de démarrage d'activité avec création d'une exploitation ou pour les exploitations au forfait sans tenue de comptabilité par un expert-comptable, mentionnez « SANS OBJET »

Si la société ou personne morale existait précédemment et même si l'activité en est modifiée, mentionnez les fonds propres du dernier exercice clos

Pour tous les demandeurs

Votre exploitation a-t-elle un régime fiscal : au réel au forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert-comptable : oui non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde, de liquidation ou en redressement judiciaire ? oui non

IDENTIFICATION DU PROJET

Libellé et descriptif du projet

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

Pour tous les projets :

Localisation du projet : Identique à la localisation du siège du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

Superficie irriguée (hectares) :

Volumes annuels bruts prélevés sur les 3 dernières années (m³/an) :

Année N = 20 :

Année N -1 :

Année N -2 :

Volumes bruts prélevés à l'étiage sur les 3 dernières années (m³/an) :

Année N = 20 :

Année N -1 :

Année N -2 :

Localisation du (des) point(s) de prélèvement(s) (cours d'eau, commune, lieu-dit) :

Sous bassin versant concerné par le projet :

Masse(s) d'eau concernée(s) (nom, code masse d'eau) :

Masse(s) d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements : oui non
(voir carte en annexe)

Projet inscrit dans le cadre d'une démarche contractuelle (Contrat de Canal, PGRE, SAGE, programme pluriannuel...) : oui non

Si oui, précisez :

Principales productions agricoles concernées par le projet :

Situation au regard de la réglementation sur la loi sur l'eau :

Votre projet est :
déclaré au titre de la réglementation susvisée
autorisé au titre de la réglementation susvisée
non soumis

Pour votre catégorie de projet (veuillez sélectionner) :

1 – Pour les projets d'amélioration des infrastructures hydrauliques en place permettant de réaliser des économies d'eau

Volumes prévisionnels économisés (m³) : à justifier dans l'étude préalable

A l'année :

A l'étiage :

Débits bruts instantanés prélevés à l'étiage : (l/s)

Avant projet :

Après projet :

2 – Projets d'amélioration des infrastructures hydrauliques en place comportant la création d'un réservoir de substitution

Il s'agit de projets alimentés à partir de la même masse d'eau que le prélèvement initial, et sans augmentation de surface irriguée.

Volume du réservoir de substitution (m³):

Volumes prévisionnels substitués (m³) :

A l'année :

A l'étiage :

3 – Projet d'amélioration des infrastructures hydrauliques comportant la réutilisation d'eaux usées recyclées

Volumes prévisionnels réutilisés (m³) :

A l'année :

A l'étiage :

Précisez l'origine des eaux usées recyclées (nom de la STEU...) :

Point de rejet initial des eaux usées recyclées :

Si ce dernier se situe sur un cours d'eau, précisez la part du débit des eaux usées recyclées dans le débit d'étiage du cours d'eau :

☐4 – Projets de redistribution spatiale des prélèvements permettant de substituer des prélèvements

Il s'agit de projets de création de réseaux d'irrigation ou d'ouvrages de stockages permettant de substituer des prélèvements existants réalisés dans une ressource déficitaire par un prélèvement dans une autre masse d'eau.

Masse d'eau initiale sollicitée avant réalisation du projet (nom, code de la masse d'eau) :

Masse d'eau de substitution sollicitée après réalisation du projet (nom, code de la masse d'eau) :

Volumes prévisionnels substitués (m³) :

A l'année :

A l'étiage :

Si la masse d'eau de substitution est en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe) :

Volumes prévisionnels économisés sur la même masse d'eau (m³/an) :

ou

Remplacement d'un ancien périmètre irrigué (RGA 2010) sur la même masse d'eau :

Identification de l'ancien périmètre irrigué (surfaces concernées, localisation...) et justification de son abandon :

Identification du périmètre irrigué en remplacement (surfaces concernées, localisation...) :

ou

Masse d'eau alimentée à partir d'un réservoir :

Identification du réservoir :

Réservoir existant recensé dans le SDAGE : oui non

Réservoir en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe) : oui non

Volumes disponibles dans ce réservoir :

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection soumis au Comité de suivi	Pondération (les critères sont cumulables)	Si oui, cocher la case	Pièce à fournir / Donnée à renseigner	
Existence d'un programme de travaux contractualisé dans un contrat de canal signé ou validé par l'ensemble des partenaires	Projet inscrit dans un Plan de Gestion de la Ressource en Eau signé ou approuvé	150	<input type="checkbox"/>	Preuve de l'inscription du projet dans un document contractuel signé ou approuvé (voir notice)	
	Projet inscrit dans un Contrat de Rivière ou dans un Contrat de Canal signé ou approuvé	100	<input type="checkbox"/>		
	Projet inscrit dans un programme pluriannuel signé ou approuvé	100	<input type="checkbox"/>		
Economies d'eau et/ou m3 substitués réalisées à l'échelle de l'année par l'investissement par rapport au prélèvement annuel brut	De 80% à 100%	125	<input type="checkbox"/>	<i>Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable :</i> A = Volumes prévisionnels économisés ou substitués à l'échelle de l'année : m3 B = Prélèvement brut annuel :m3 A/B=.....%	
	De 50% à 80%	100	<input type="checkbox"/>		
	De 30 % à 50 %	50	<input type="checkbox"/>		
	De 10 % à 30 %	25	<input type="checkbox"/>		
	De 5 % à 10 %	10	<input type="checkbox"/>		
Economies d'eau et/ou m3 substitués réalisés en période d'étiage par l'investissement par rapport au prélèvement annuel brut	De 80% à 100%	125	<input type="checkbox"/>	<i>Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable :</i> A = Volumes prévisionnels économisés ou substitués en période d'étiage : m3 B = Prélèvement brut annuel :m3 A/B=.....%	
	De 50% à 80%	100	<input type="checkbox"/>		
	De 30 % à 50 %	50	<input type="checkbox"/>		
	De 10 % à 30 %	25	<input type="checkbox"/>		
	De 0 % à 10 %	10	<input type="checkbox"/>		
Volumes d'économies d'eau prévisionnels du projet (en m3 par an) rapportés aux volumes d'eau agricoles (en m3 par an) à économiser pour atteindre le bon état selon les résultats de l'étude volume prélevable (EVP) réalisé sur le territoire de projet	Volumes d'économies d'eau prévisionnels du projet rapportés aux économies d'eau à réaliser selon les résultats de l'EVP	>50 %	50	<input type="checkbox"/>	<i>Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable :</i> A = Volumes prévisionnels économisés ou substitués à l'étiage : m3 B = Economies d'eau à réaliser dans les EVP :m3 A/B=.....%
		De 30 % à 50 %	25	<input type="checkbox"/>	
		De 10 % à 30 %	15	<input type="checkbox"/>	
Niveau de déficit quantitatif de la ressource en eau. Seront prioritaires les masses d'eau les plus déficitaires	Masse d'eau en état quantitatif moins que bon (cf cartes en annexe 1)	25	<input type="checkbox"/>	<i>Voir carte des masses d'eau superficielles (annexe 1)</i>	
Coût du m3 stocké ou économisé	Inférieur à 4,5€/m ³	15	<input type="checkbox"/>	<i>Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable :</i> A= Coût du projet : € B = Volumes prévisionnels économisés ou substitués à l'échelle de l'année : m3 A/B =€/m3	
Projets d'économies d'eau portant sur des réseaux d'irrigation à vocation principale arboricoles et maraîchère	plus de 50% des surfaces à vocation arboricole et maraîchère	10	<input type="checkbox"/>	Part des surfaces à vocation arboricole et maraîchère :% <i>Fournir un plan cadastral indiquant l'occupation du sol sur la zone impactée par le projet</i>	

Note minimum : 150 points

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Seules les ASL peuvent présenter des dépenses en TTC

Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics, remplir l'annexe « Marchés Publics » et joindre les pièces correspondantes.

Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics :

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

En cas d'auto construction :

Préciser l'auto construction sur le détail des investissements matériels : les frais estimés de main d'œuvre (nombre d'heures) ne sont pas éligibles, seuls les coûts de matériaux sont à reporter dans le tableau.

a) Dépenses matérielles (travaux, installations, équipements...)

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT	Montant réel supporté (TTC) (POUR LES ASL UNIQUEMENT)
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €

b) Frais généraux :

- études préalables
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, interventions complémentaires (**dans la limite de 12% du montant des dépenses éligibles**)

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT	Montant réel supporté (TTC) (POUR LES ASL UNIQUEMENT)
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €

c) Investissements immatériels (dépenses de prestations externes liées au suivi d'essai longue durée des forages) :

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT	Montant réel supporté (TTC) (POUR LES ASL UNIQUEMENT)
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [a+b+c]	Montant HT	Montant réel supporté (TTC) (POUR LES ASL UNIQUEMENT)
	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €

A Financement d'origine publique

Seules les ASL peuvent présenter des dépenses en TTC

Financiers publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
Région	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agence de l'Eau _____	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Département _____	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)	<input type="text"/> €
---	------------------------

Sous-total financeurs publics	<input type="text"/> €
--------------------------------------	------------------------

B Autofinancement

Autofinancement :	
Emprunt (a)	<input type="text"/> €
Auto – financement (b)	<input type="text"/> €
Sous-total apport du maître d'ouvrage (a + b)	<input type="text"/> €

TOTAL = A + B

TOTAL général = coût du projet	<input type="text"/> €
---------------------------------------	------------------------

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné

agissant en qualité de

SOLLICITE une aide financière auprès de chaque

organisme cité dans le tableau « plan de financement » en p.8 de ce présent formulaire.

(veuillez cocher les cases)

Je déclare et j'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet ;
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire avant la date de dépôt de la demande d'aide ;
- présenter une situation régulière avant-projet à l'égard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et marins (articles L 214-1 à L 214-6) et aux installations classées pour la protection de l'environnement (articles L 512-1 à L 513-1) au titre du code de l'environnement ;
- être en règle vis-à-vis de la redevance Agence de l'Eau ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements ;
- le cas échéant, en cas de demande d'aide à l'Agence de l'Eau, avoir pris connaissance des conditions générales et particulières d'intervention de l'Agence de l'Eau et je m'engage à assumer les obligations faites au bénéficiaire de l'aide en cas d'attribution ;

Je m'engage :

- à réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée ;
- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure ou du projet, pendant toute la durée de réalisation de l'opération ;
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés ;
- à transmettre sans délai aux services instructeurs une déclaration de début de travaux ;
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE, Loi sur l'Eau, ...) ;
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années (3 pour les exploitations agricoles) suivant le paiement final de l'aide relatif au projet ;
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du dernier paiement de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses ;

à conserver mes déclarations de redevance Agence de l'Eau ou mes factures de consommation d'eau pendant une période de cinq années (3 pour les exploitations agricoles) à compter du paiement final de l'aide ;

à respecter le cas échéant, les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n°1303/2013, telles qu'elles seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide

à respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques ou les organismes qualifiés de droit public au sens de l'ordonnance n°2015-899.

Je suis informé(e) :

qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;

que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant ;

que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt, et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région Occitanie.

Fait à

le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la structure)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux d'aide publique).

PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Sans objet ²	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
Pour tous les porteurs de projet :			
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
<u>Preuve d'identité :</u> <i>Personne physique :</i> Pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité <i>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics) :</i> statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>		
Si vous n'avez pas de n° SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du CFE	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire ou postal (IBAN)	<input type="checkbox"/>		
<u>Porteur de projet de droit public et soumis à l'ordonnance n°2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles et du respect des règles de la commande publique : remplir l'annexe « marché public » et joindre les pièces correspondantes <u>Pour les porteurs de projets non soumis à l'ordonnance n° 2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents	<input type="checkbox"/>		
Preuve de la présence d'un système de mesure de la consommation d'eau fonctionnel (photo, attestation,...) ou Intégration du système de mesure dans le projet	<input type="checkbox"/>		
Justificatif d'irrigation des 3 dernières années (<i>copie contrat prestataire, copie des redevances Agence de l'Eau ou copie de la facture de consommation d'eau, etc.</i>)	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation permettant de localiser le projet et le(s) point(s) de prélèvement	<input type="checkbox"/>		
Pour tous les porteurs de projet, le cas échéant :			
Pour les exploitations et entreprises agricoles : attestation de régularité sociale de la structure et des associés exploitants, le cas échéant. A fournir uniquement pour les projets déposés entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} avril	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve que le demandeur a ou aura le droit d'effectuer les travaux sur des terrains ou des immeubles ne lui appartenant pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau <i>Si le projet relève de l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour une collectivité ou un groupement de collectivité (dont ASA)			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts et arrêté préfectoral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces constitutives du dossier de marché public (listés dans l'annexe «marchés public»)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Pour les ASL uniquement : attestation de non-déductibilité de la TVA ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux compétents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour une société ou entreprise privée			
Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délibération du Conseil d'Administration relative au projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts actualisés de la société (vérifier l'objet de "production agricole")	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les associations			
Statuts de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Composition du conseil d'administration, <i>le cas échéant</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Rapports moral et financier ou dernier compte de résultat (n-1) le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Budget prévisionnel en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les porteurs de projets à titre individuel			
Attestation MSA justifiant du statut de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire (pour les sociétés attestation de la structure et de tous les associés exploitants ; pour les associations, fondations, établissements, attestation de la structure)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les demandeurs ayant bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs depuis 5ans ou moins : Plan de Développement de l'exploitation (PDE) ou Plan d'Entreprise (PE) à 3-5ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve que le projet est inscrit dans une démarche de gestion collective de la ressource en eau (mention des objectifs du projet dans un SAGE, PGRE, Contrat de Canal,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> 1 – Pour les projets d'amélioration des infrastructures hydrauliques en place permettant de réaliser des économies d'eau			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique, permettant d'estimer les économies d'eau potentielles réalisables	<input type="checkbox"/>		
Attestation d'engagement à réaliser plus de 50% des économies d'eau potentielles <i>Pour les projets localisés sur une masse(s) d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> 2 – Projets d'amélioration des infrastructures hydrauliques en place comportant la création d'un réservoir de substitution <i>Il s'agit de projets alimentés à partir de la même masse d'eau que le prélèvement initial, et sans augmentation de surface irriguée</i>			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique, permettant de définir les volumes à substituer et démontrant que la ressource de substitution est disponible en période de remplissage	<input type="checkbox"/>		
Avis favorable de la Commission Locale de l'Eau (CLE) – si elle existe, <i>ou</i> Cohérence avec le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) – si il existe <i>ou</i> Avis favorable du CDE (Comité Départemental de l'Eau) ou à défaut de la DDT(M)	<input type="checkbox"/>		
Plan de gestion du réservoir de substitution précisant les modalités de remplissage, validé par la DDT(M) (voir notice)	<input type="checkbox"/>		
Analyse géotechnique (voir notice)	<input type="checkbox"/>		
Analyse environnementale montrant l'absence d'incidence négative pour l'environnement (voir notice) <i>ou</i> Etude d'impact <i>Pour les projets énumérés dans le tableau de l'art. R.122-2 du code de l'environnement</i> <i>ou</i> Etude d'incidence, si exigée dans le cadre de la loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>		

<input type="checkbox"/> 3 – Projet d'amélioration des infrastructures hydrauliques comportant la réutilisation d'eau usée recyclée			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique, permettant de déterminer l'impact du projet sur le point de rejet existant, de faire état de la contribution de la part des eaux usées dans le débit d'étiage des cours d'eau, et de démontrer que l'investissement n'a pas d'incidence sur une masse d'eau souterraine ou superficielle	<input type="checkbox"/>		
Arrêté préfectoral concernant le projet <i>Au titre de l'arrêté ministériel du 25 juin 2014 modifiant l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts</i>	<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/> 4 – Projets de redistribution spatiale des prélèvements permettant de substituer des prélèvements			
<i>Il s'agit de projets de création de réseaux d'irrigation ou d'ouvrages de stockages permettant de substituer des prélèvements existants réalisés dans une ressource déficitaire par un prélèvement dans une autre masse d'eau</i>			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique permettant de démontrer que la ressource de substitution a la capacité d'absorber le nouveau prélèvement sans se dégrader	<input type="checkbox"/>		
Analyse environnementale montrant l'absence d'incidence négative pour l'environnement (voir notice) <i>ou</i> Etude d'impact <i>Pour les projets énumérés dans le tableau de l'art. R.122-2 du code de l'environnement</i> <i>ou</i> Etude d'incidence <i>Si exigée dans le cadre de la loi sur l'eau</i>	<input type="checkbox"/>		
Avis favorable de la Commission Locale de l'Eau (CLE) – si elle existe, <i>ou</i> Cohérence avec le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) – si il existe <i>ou</i> Avis favorable du CDE (Comité Départemental de l'Eau) ou à défaut de la DDT(M)	<input type="checkbox"/>		
Plan de gestion du réservoir de substitution précisant les modalités de remplissage, validé par la DDT(M) (voir notice)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'engagement à réaliser plus de 50% des économies d'eau potentielles <i>ou</i> Justification du remplacement d'un ancien périmètre irrigué sur la même masse d'eau (référence RGA 2010) <i>ou</i> Etude identifiant un réservoir présentant de la disponibilité en amont de la masse d'eau de substitution <i>Pour les masses d'eau de substitution en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces relatives aux critères de sélection			
Preuve de l'inscription du projet dans un programme de travaux contractualisé (voir notice)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan cadastral indiquant l'occupation du sol sur la zone impactée par le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	